



Annoncée au départ comme une révolte populaire pour chasser du pouvoir le maréchal – le dictateur Mobutu - la marche sur Kinshasa de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, conduite par le rebelle Laurent-Désiré Kabila, s'est avérée par la suite comme ce qu'elle était en réalité : une guerre de colonisation destinée à piller les richesses du Congo et à dégorger sur le sol congolais des milliers de Rwandais dont l'espace s'amenuisait chaque année davantage dans leur pays. Comble de malheur, tout cela arriva juste au moment de l'explosion du marché des téléphones portables et autres ordinateurs portables. Car justement... le sous-sol de l'Est du Congo est l'une des rares contrées au monde où l'on trouve du colombo-tantalite, minerai allié à la cassitérite et qui entre dans la composition des principaux intrants de ces appareils de haute technologie. D'où la création de multiples groupes armés pour le monopole de ce minerai stratégique et de bien d'autres (or, diamants, cassitérite).

Et la vie sociale dans tout cela ? Les militaires, les policiers et autres « gardiens de l'ordre » sont impayés ou mal payés depuis des années et doivent fréquemment recourir à leurs armes pour vivre sur le dos de la population, les fonctionnaires n'ont recours qu'à la corruption pour élever et nourrir leurs enfants, les administrations ne fonctionnent qu'au ralenti. Au point qu'il est courant d'entendre des assertions du genre : « Tous les fonctionnaires congolais souffrent du Sida : le Salaire impayé depuis des années ». A titre d'exemple, la plupart des habitants de Bukavu ou de Goma ont leur boîte postale au Rwanda ou au Burundi, les araignées et autres souris ayant pris possession des bâtiments, par ailleurs pillés à plusieurs reprises. Tout cela sous l'œil insouciant et indifférent des autorités, toutes issues de ces rébellions et groupes armés, et qui s'enrichissent honteusement au nom d'un pseudo butin de guerre qui cache à peine son nom. Insouciant parce que, bien qu'au courant de la misère chaque jour plus visible et plus insupportable de la population, ils ne font rien pour changer les choses – ou plutôt si : des discours aussi vains que répétitifs, des promesses jamais tenues, des bains de foule où les habitants sont obligés de participer, question de faire bonne figure devant les caméras des télévisions occidentales. Après tout, en quoi sont-ils concernés ? Leurs parents et leurs épouses sont soignés en Europe et en Afrique du Sud, leurs enfants étudient au Canada et aux Etats-Unis, et quand ils se déplacent, ils le font en avion. Qu'ont-ils donc à s'encombrer de projets de routes, d'écoles ou d'hôpitaux ?

Évidemment, le peuple n'est pas dupe et voudrait bien s'exprimer. Mais dans ce pays où, depuis certaines contrées complètement coupées du monde, on ne sait toujours pas que Mobutu est mort il y a déjà une douzaine d'années, où l'on n'a jamais entendu parler de télévision ou encore de téléphone portable, il n'est pas facile de faire entendre sa voix et ses plaintes. D'où la naissance de ces super « porte-parole » de la population que sont certains journalistes et activistes des droits de l'homme. Bien entendu, ils ne sont pas en odeur de sainteté et au moins une quinzaine d'entre eux ont été assassinés depuis l'année 2005.



Journaliste indépendant et écrivain, je suis de ceux qui veulent encore se battre et je tente ici d'expliquer, en usant d'éloquentes anecdotes, d'histoires vécues, glanées ici et là tout au long de mes périlleux et incessants reportages dans tous les coins et recoins de l'Est de mon pays. Après avoir échappé plusieurs fois à la mort,

après l'assassinat de mon frère, également journaliste et vraisemblablement tué par erreur car portant le même nom de famille et exerçant le même métier que moi, j'ai obtenu la protection de la France et continue de lutter. Et je suis résolu à lutter jusqu'au bout, à la victoire du peuple congolais.